



**Solidarité
Laïque**

www.solidarite-laique.org

Une collecte de
fournitures pour agir
et sensibiliser

**La Rentrée
Solidaire**

**avec les enfants
du Liban**

www.rentreesolidaire.org

Organisée avec :



Avec le soutien de :



À LA DÉCOUVERTE DU LIBAN

L'HISTOIRE ET LA GÉOGRAPHIE DU LIBAN

PARTIE HISTOIRE ET CULTURE

La Rentrée Solidaire 2021 avec les enfants du Liban

SOMMAIRE

L'HISTOIRE ET LA GÉOGRAPHIE DU LIBAN

1

I - Grands repères

2

II - L'histoire du Liban

5

L'antiquité

5

Les croisades

6

Les périodes Mamelouk et ottomane

7

L'Europe triomphante

8

La Première Guerre Mondiale

9

Le Liban indépendant

9

La guerre civile au Liban (1975-1990)

11

Le régime d'après-guerre

13

La "révolution du Cèdre"

15

"Les printemps arabes"

18

Un pays plongé dans une crise multidimensionnelle

18

II - La géographie du Liban

23

Petit pays, mais riche !

24

Des climats contrastés

25

Des ressources en eau

26

Un kaléidoscope végétal

26

La faune

26

Une agriculture diversifiée

27

LA CULTURE LIBANAISE

28

Littérature

29

Poésie

30

Musique

31

Cinéma

32

Langue(s)

33

Sports

35

La cuisine libanaise

36

En savoir plus

37

Ressources

38

L'HISTOIRE ET LA GÉOGRAPHIE DU LIBAN

PARTIE 1

Grands repères

La présence et la position du cèdre au milieu du drapeau est directement inspirée du cèdre des montagnes du Liban. Le cèdre est un symbole de sainteté, d'éternité et de paix. La couleur blanche sur le drapeau représente la neige qui est symbole de pureté et de paix. Les deux bandes rouges font référence au sang que les Libanais ont versé pour conserver leur pays face aux envahisseurs successifs. Ce drapeau a été adopté en 1943 lors de l'indépendance du Liban.



De quel pays parle-t-on ?

- **Nom complet** : République libanaise
- **Nature de l'État** : République parlementaire
- **Chef de l'État** : Michel Aoun
- **Premier ministre** : Najib Mikati
- **Fête nationale** : 22 novembre (*indépendance du Liban : 1943*)
- **Région** : Moyen-Orient
- **Superficie** : 10 452 km² (*Le Liban est environ 62 fois plus petit que la France, il fait à peu près la taille de la région Île-de-France*)
- **Capitale** : Beyrouth (« *Beirut* » en anglais)
- **Villes principales** : Tripoli, Saïda, Tyr, Zahlé

Qui sont ses habitants ?

- **Nombre d'habitants** : 6,8 millions
- **Nombre de réfugiés palestiniens enregistrés par l'UNRWA** : 1 742 222
- **Nombre de réfugiés syriens enregistrés par le HCR** : 929 624
- **Nombre de Palestiniens de Syrie enregistrés par l'UNRWA** : 50 000
- **Croissance démographique** : 0,9 % (2020)
- **Population âgée entre 0 et 14 ans** : 25,1 % (2020)
- **Population âgée de plus de 60 ans** : 11,2 % (2020)
- **Densité moyenne (en habitant/km²)** : 597 hab/ km² (densité forte)

Croyances et langues

Répartition par communautés confessionnelles (selon les recensements électoraux de 2005)

- 18 communautés confessionnelles sont reconnues, dont :
 - les musulmans chiites (31 %) ;
 - les sunnites (22 %) ;
 - les druzes (5 %) ;
 - les chrétiens maronites (23 %) ;
 - les grecs-orthodoxes et catholiques (13 %) ;
 - les arméniens (3 %) ;
- **Langue officielle** : Arabe
- **Langues courantes** : arabe libanais, français, anglais

Le Liban en chiffres

Indicateurs économiques

- **Monnaie** : livre libanaise (LBP ou LL)
- **PIB** : 51 992 milliards \$ en 2019 - 19,13 milliards \$ en 2020
- **PIB / habitant** : 4 891 \$ (2017)
- **Croissance du PIB** : - 20,3 % en 2020
- **Taux d'inflation** : 84,3 % en 2020 (4,517 % en 2019)
- **Principaux fournisseurs du Liban** : Chine, Italie, France

Indicateurs sociaux

- **Taux de chômage** : 11,35 % (2018-2019)
- **Jeunes diplômé.e.s** : 35,7 %
- **Indice de développement humain** : 0,744
- **Espérance de vie** : 81 ans pour les femmes et 77 ans pour les hommes en 2019
- **Taux de natalité** : 15,19 naissances pour 1 000 habitants en 2014
- **Taux de mortalité infantile** : 9,4 pour 1 000 naissances en 2020
- **Indice de fécondité** : 2,1 enfants / femme en 2020

Indicateurs sur l'éducation

- **Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus** : 95,1 %
- **Part de l'éducation dans le budget de l'État** : 2,6 % du PIB (2007-2013)
- **Taux de scolarisation dans le primaire et le secondaire** : 90 % (filles) / 94,3 % (garçons) (période 2007-2013)
- **Part des étudiantes dans l'enseignement supérieur** : 54,3 % (2007-2013)
- **Part des filles dans l'enseignement secondaire** : 55,8 %
- **Sièges occupés par des femmes au parlement** : 3,1 % (2015)
- **Part des personnes migrantes (en % de la population)** : 25,1 % en 2020 (UN DESA)

Indicateurs environnementaux

- **Espèces en voie de disparition** : 64 (2014)
- **Zone boisée (par rapport au reste)** : 13,4 % (2012)
- **Part des zones terrestres et marines protégées** : 0,9 % (2014)
- **Émissions de CO2 par personne (en tonnes métriques)** : 4,04 en 2018 (4,619 t en France)

PARTIE 2

L'histoire du Liban

L'Antiquité

Pour comprendre l'Histoire antique du Liban, il est important de la placer dans son contexte géographique qui rassemble les pays du « Croissant fertile » à savoir les pays tels qu'ils sont aujourd'hui, c'est à dire, l'Irak, la Syrie, la Jordanie, la Palestine et le Liban, en relation avec l'Égypte voisine. Ces pays ont connu la naissance de l'agriculture dès le VIII^e millénaire av. J.-C. et l'émergence des premières cités-états dès le III^e millénaire av. J.-C.

Progressivement des empires se sont créés avec un défilement de dynasties et, du fait de l'invention de l'écriture, des archives se sont accumulées que l'on a appris à déchiffrer et qui renseignent sur les croyances et les modes de vie des Babyloniens puis des Assyriens, des Chaldéens...

Les Cananéens, habitants de la côte, plus tard appelés Phéniciens, n'ont pas constitué d'empire et leurs cités : Ugarit (Ras Shamra en Syrie aujourd'hui), Tripoli, Byblos, Sidon et Tyr jouissaient parfois de l'indépendance mais se trouvaient le plus souvent tiraillées entre la domination de l'Égypte, avec laquelle elles entretenaient un commerce régulier, et les empires mésopotamiens.



Représentation du Croissant Fertile
© Norman Einstein - Creative Commons

Les cités phéniciennes du littoral libanais, comme Byblos, Sidon et Tyr, connurent leur apogée à la fin du II^e millénaire et durant la première moitié du I^{er} millénaire av. J.-C. et jouèrent un rôle fondamental dans l'économie du Moyen-Orient. Avec la montée des empires, le déclin de la civilisation phénicienne commença et sera marqué par la chute de Carthage en 146 av. J.-C. aux mains de l'armée romaine.

Au VI^e siècle av. J.-C., l'empire perse recouvre l'ensemble du Proche-Orient. Lui succèdent, après les conquêtes d'Alexandre, l'empire et les royaumes hellénistiques puis l'empire romain qui subsistera en Orient, sous l'appellation d'Empire Byzantin jusqu'au milieu du VII^e siècle.

La conquête arabe fera reculer l'empire byzantin et ce fut le califat omeyyade de Damas (659-750) qui réalisa entre autres la conquête du Croissant fertile et de sa côte méditerranéenne. Puis, le Califat abbasside (749-1258) rétablit la prééminence de la Mésopotamie et fixa sa capitale en 762 à Bagdad. Cependant, dès la fin du IX^{ème} siècle, cet empire qui porta à son apogée la vie des arts, des lettres, de la philosophie et des sciences fut rongé par les querelles entre arabes et perses et entre sunnites et chiites (avec le règne de la dynastie fatimide chiite entre 909 et 1171). Au cours du XI^{ème} siècle, les tribus turques (seldjoukides puis ottomanes) islamisées imposent progressivement leur domination sur la région, réduisant à peu de chose le rôle politique des habitants.



Temple de Zeus Beelgalasos, Faqra, Liban
© Flickr - Carole Raddato

Les croisades

Les croisades (appelées par les Arabes « *guerres des Francs* ») « ont mis aux prises, de part et d'autre, des personnalités puissantes et audacieuses, et dont le résultat le moins contestable est d'avoir engendré une hostilité, une méfiance et une incompréhension réciproques qui dureront plusieurs siècles » (Georges Tate).

Neuf grandes expéditions eurent lieu :

- 1096, une expédition qui conquiert en 1099 Edesse et Antioche ainsi que Jérusalem où fut établi un royaume,
- 1144, suite à la reprise d'Edesse par les turcs, les armées européennes subissent des défaites successives jusqu'à l'échec en 1149,
- 1189 en réponse à la reconquête de Jérusalem en 1187 par Saladin, les croisades échouent et Saint-Jean d'Acre est reprise (après être reconquise par les turcs en 1291),
- 1202, cette croisade a laissé des mauvais souvenirs chez les chrétiens d'Orient puisqu'elle retourne de son but initial et tend à occuper Constantinople, capitale de l'Empire byzantin,
- 1217, croisade qui encore une fois fut détournée de la conquête de Jérusalem à la conquête sans succès de l'Egypte,
- Trois croisades sans succès en 1228, en 1248 et en 1270. Cette dernière a coûté la vie à Louis IX (le futur st Louis),
- 1271, dernière croisade sans résultat.

Au Liban, lors de la première croisade, Tripoli est conquise et fut à la base d'un des quatre États latins d'Orient (Comtés d'Edesse et de Tripoli, principauté d'Antioche et royaume de Jérusalem). Plusieurs mois après, Beyrouth est conquise, puis Byblos en 1104, Tyr en 1124 et Sidon en 1204. Tripoli sera reconquise par les Mamelouks en 1289 et en 1291 Tyr, Sidon et Beyrouth.

Si la présence politique des croisades est achevée, elle ne disparaît pas sur le plan humain : de nombreuses familles européennes resteront, la plupart se convertiront à l'islam et d'autres adhéreront aux églises orientales.

Les périodes Mamelouk et ottomane

Les croisades ont coïncidé avec la prise de pouvoir dans la région par les populations turques ou mongoles ou encore par les « esclaves soldats » qu'étaient les Mamelouks. Au terme de cette période de l'histoire, qui aura duré deux siècles (1091-1291), les Arabes et les Grecs (appelés Romains en Orient) disparaissent de la scène politique pour plus d'un demi-millénaire.

L'invasion mongole de la Mésopotamie en 1258 détruit le califat abbasside et son chef Hülagu ravage Bagdad et d'autres villes, dont Tripoli qui était célèbre pour sa riche bibliothèque. En 1260, les Mamelouks chassent les Mongols de Syrie et de Palestine. À la fin du XIII^e siècle, le Moyen-Orient tombe sous domination turque seldjoukide en Anatolie et en Mésopotamie, et sous domination Mamelouk en Egypte, en Syrie et en Palestine.

Au XVI^e siècle les sultans ottomans entreprennent la conquête du Moyen-Orient et mettent fin au pouvoir des Mamelouks, la montagne et la côte libanaise, devenues des zones marginales, devinrent parties de l'Empire ottoman. C'est cette marginalisation qui encouragea le maintien et l'émergence des communautés confessionnelles.



Mamelouk du XV^e siècle dans le Delta du Nil.
© Angus McBride

L'Europe triomphante

L'expédition de Napoléon Bonaparte en Egypte en 1789 ouvre une ère de compétition entre la France, l'Angleterre et la Russie pour le contrôle de la Méditerranée et de la route des Indes. La France avait développé des relations avec l'Église maronite qui jouait un rôle social majeur auprès des paysans. L'Angleterre se rattrapa en envoyant des missionnaires protestants afin d'établir des bonnes relations avec la communauté druze, l'autre grande communauté du Mont Liban.

De 1842 à 1860 le Mont Liban fut divisé en deux préfectures : l'une maronite* et l'autre druze*, selon un accord établi entre l'Empire ottoman et les puissances européennes. Des violences commencent à apparaître entre grandes familles libanaises au Mont Liban qui, selon Georges Corm, n'avaient « aucune coloration communautaire... les querelles portent sur l'appropriation de sources d'eau ou de l'extension de domaines agricoles, sources de puissance économique et politique ». Les chefs locaux profitant de la rivalité des puissances européennes en Méditerranée, développaient des contacts avec ces puissances pour les aider à renforcer leur pouvoir local ou mieux à s'émanciper de la tutelle ottomane, la rivalité franco-anglaise trouva donc ses relais chez des dirigeants locaux notamment l'émir Béchir Joumblatt (druze) et l'émir Béchir Chéhab (maronite).

Ce dernier, allié du roi d'Egypte est soutenu par la France. Afin d'évincer son concurrent druze, il va permettre l'entrée des troupes égyptiennes sur le territoire libanais jusqu'en Syrie et l'Anatolie, menaçant l'Empire Ottoman déjà affaibli face à la puissance des armées et des flottes européennes. En réponse, l'Angleterre bombarda violemment la ville de Beyrouth en 1840 et chassa les troupes égyptiennes.

À partir de cette année, les troubles communautaires entre maronites et druzes vont rythmer la vie du pays jusqu'en 1860 et le Mont Liban va vivre les premiers massacres intercommunautaires. Évènements qui vont amener à un débarquement français au Liban, puis, suite à de nouveaux massacres, à l'envoi par Napoléon III d'une flotte française « pour protéger les chrétiens ».

En 1861, suite au massacre des chrétiens par les druzes, sur base d'une révolte paysanne qui a été dévoyée vers un conflit confessionnel, les Français interviennent et envoient 7 000 soldats, ce qui conduit à la mise en place du régime de la Mutassarifia : la « province autonome » sera gouvernée par un fonctionnaire ottoman chrétien dont les actes seront contrôlés par un conseil regroupant les puissances européennes (France, Angleterre, Prusse, Autriche, Russie), et autour de lui siège un conseil représentatif des communautés religieuses.

Entre temps, Beyrouth, jusqu'alors ville modeste, se hisse au rang de port principal puis de ville de la région, les routes et les voies ferrées sont construites mais aussi les universités. Elle devient en quelques décennies, la capitale de la « renaissance littéraire arabe » (an-Nahda). Beyrouth fut le produit de la révolution industrielle et de l'extraversion de la région.

La Première Guerre Mondiale

À l'issue de la 1^{ère} guerre mondiale (1914-1918) et après la défaite et le retrait des forces ottomanes, l'armée française débarque à Beyrouth et, suite à la bataille de Maysaloun, aux portes de Damas, où les forces du « Royaume Arabe » du chérif Fayçal sont défaites, le Général Gouraud proclame, le 1^{er} septembre 1920, à Beyrouth, l'État du Grand-Liban, se basant sur le « mandat » confié à la France sur la « Syrie » à l'issue du congrès de Versailles. Le mandat fut formellement approuvé le 24 juillet 1922 par le Conseil de la Société des Nations (SDN) et entra en vigueur le 29 septembre 1923.



Destructions suite à la guerre israélo-arabe.
© Rudi Weissenstein

En 1926, la Constitution libanaise est adoptée, faisant du Grand Liban, une République parlementaire (où le chef de l'État se voit octroyé des pouvoirs forts). Directement liée à la perte d'influence de la France au profit des Britanniques suite à la défaite de juin 1940. En 1943 le Liban se détache de la domination française et devient indépendant : les troupes françaises quittent alors le pays en 1946.

Le Liban indépendant

Dans la perspective intérieure, l'Indépendance du Liban en 1943 n'a vu le jour qu'à la suite d'un compromis politique, le « Pacte national », entre notables chrétiens maronites et musulmans sunnites. Ce Pacte prévoit que les chrétiens renoncent à la protection occidentale (surtout celle de la France) et reconnaissent que le Liban a un « visage arabe ». Quant aux musulmans, ils renoncent au projet de fusion du Liban dans une entité arabe (surtout la Syrie).

Le Pacte institue également une « répartition équitable » des fonctions entre les communautés, c'est le confessionnalisme politique. À noter qu'un arrêté du Haut-Commissaire français au Liban avait en 1936 reconnu l'existence de 15 communautés qui exercent des fonctions de droit public sur les questions du statut personnel (mariage, divorce et successions) ; la constitution stipulant toutefois que « la liberté de conscience est absolue ». Le Liban devient membre de la Ligue des Etats arabes, constituée en 1945.



Drapeau de la Ligue Arabe

Un système politique « confessionnel » voit le jour où les pouvoirs sont strictement répartis entre les différentes communautés religieuses : la présidence de la République à un maronite, la présidence du Conseil à un musulman sunnite et la présidence de l'Assemblée à un chiite.

Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations unies avait adopté la résolution 181 qui prévoyait un État juif sur 56 % de la terre de Palestine et un État arabe sur le reste, avec Jérusalem comme « corpus separatum » sous administration internationale. La guerre éclate entre les populations juives et arabes de Palestine tandis que les Britanniques organisent leur retrait. Le 14 mai 1948, dernier jour du Mandat britannique, le président de l'Agence juive, David Ben Gourion, proclame l'indépendance de l'État d'Israël dont il devient le Premier Ministre. Les pays arabes voisins déclarent immédiatement la guerre. Au cours de courtes périodes de combats entrecoupées de trêves, Israël agrandit les territoires sous son contrôle. En 1949, plusieurs armistices sont signés entre Israël et ses voisins. Près de 700 000 Palestiniens sont expulsés de chez eux.

Les réfugiés affluent au Liban. Au nombre de 100 000 à leur arrivée (soit près de 7% de la population de l'époque), espérant que leur retour dans leurs foyers serait rapide, conformément à la résolution 194 (III) de l'Assemblée Générale des Nations-Unies, adoptée le 11 décembre 1948, qui a instauré le droit au retour et décidant « qu'il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins et que des indemnités doivent être payées à titre de compensation pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer ».

Soixante-dix ans après, le droit au retour n'est toujours pas reconnu ; qui plus est, Israël a occupé, en 1967, Jérusalem et la Cisjordanie dont elle poursuit activement la colonisation, ainsi que la bande de Gaza qui est pratiquement devenue aujourd'hui un immense camp de concentration.

Les réfugiés palestiniens au Liban sont aujourd'hui près de 300 000 malgré une intense émigration. Du fait de la guerre froide et de l'opposition de Gamal Abdel Nasser (Egypte) au Pacte de Bagdad (lancé par les Américains et les Britanniques et qui regroupe le Pakistan, l'Iran, l'Irak et la Turquie), le Liban va connaître une crise grave en 1958 : le Président Chamoun semblant favorable au Pacte et désirant prolonger son mandat alors que Nasser jouit d'une énorme popularité suite à la nationalisation du canal de Suez et à la guerre que lui ont livrée Britanniques, Français et Israéliens. Des tensions intercommunautaires se révèlent bien que l'affrontement ne suive pas les lignes de clivage communautaires. Le coup d'État anti-occidental survenu en Irak conduit au débarquement des marines à Beyrouth et à une solution égypto-américaine qui conduit à l'élection du général en chef de l'armée libanaise Fouad Chéhab à la présidence de la République. Ce dernier était convaincu que « derrière les événements de 1958, il fallait voir les problèmes sociaux ». Aussi lance-t-il un ensemble de réformes de l'État et des services publics qui lui attirent l'inimitié des financiers et des commerçants de Beyrouth ainsi que celle des notables des communautés, notamment chez les Maronites.

Paradoxalement, le Liban connaît à cette période (années 1950 et 1960) un boom économique grâce en partie à l'exploitation du pétrole dans la région. Le pays est alors qualifié de « Suisse du Moyen- Orient ». Un emballement se produit même dans les années 1970, avec la fermeture du canal de Suez et la montée des prix du pétrole.

À l'issue de la guerre « de Six jours » en 1967, Israël occupe toute la Palestine en plus du Sinaï et du Golan ; la résistance palestinienne débute (l'Organisation de libération de la Palestine avait été créée en 1964). En 1968, un raid israélien entraîne la destruction de l'aviation civile libanaise, marquant une escalade des tensions au Liban – la présence palestinienne faisant l'objet de nombreuses inquiétudes.

En 1969 un accord est signé au Caire entre le commandant en chef de l'armée libanaise et Yasser Arafat. Cet accord qui a pour objectif d'organiser la présence palestinienne au Liban, consacre entre autres, le droit de la résistance palestinienne de s'installer dans les camps et d'agir à partir du Liban et notamment d'une partie du Sud- Liban, sur les flancs du Mont Hermon. En 1970 les organisations palestiniennes, chassées de Jordanie, viennent se réfugier au Liban.

Les accords du Caire ne permettent pas d'apaiser les tensions internes qui s'accroissent entre 1970 et 1975. La période est marquée par une tension perpétuelle sur le plan politique, sur fond d'une crise sociale profonde, avec la montée en puissance des forces de gauche et la recrudescence des luttes revendicatives, souvent brisées par la force armée. En 1973, des chefs palestiniens sont exécutés par un commando israélien à Beyrouth, des miliciens palestiniens et l'armée libanaise entrent en confrontation, le Liban se range aux côtés des Arabes dans le 4e conflit israélo-arabe.

Face aux actions de guérilla palestiniennes, l'armée israélienne mène une série de représailles sur le territoire libanais, accentuant la migration des habitants du Sud-Liban vers les banlieues pauvres de la capitale qui connaissaient alors un boom économique. À nouveau, le Liban se retrouve divisé en deux clans : ceux qui soutiennent la résistance palestinienne et ceux qui s'opposent, et encore une fois la perception générale locale et internationale, montre cette division comme étant un conflit intercommunautaire opposant musulmans et chrétiens. La réalité est que plusieurs personnalités chrétiennes étaient favorables à une alliance avec la résistance palestinienne tandis que d'autres, musulmanes, s'y opposaient.

La fracture sociale combinée au conflit régional va pousser le Liban dans une crise sans précédent qui le conduira dans une guerre civile longue de 15 ans.

La guerre civile au Liban (1975-1990)

La guerre civile éclate en raison de la conjonction de deux facteurs :

- La fragilité de l'État pris entre une société que les réformes du Président Chehab, lancées dix ans auparavant, avaient transformée (généralisation de l'instruction, création de l'Université Libanaise, migration rurale, industrialisation) et des élites égoïstes et en perpétuel conflit sur les prérogatives issues du système confessionnel,
- La reprise des conflits régionaux, notamment entre l'Égypte, après la mort de Nasser, avec la rupture du front arabe, entre Anouar el-Sadate (Président de la République arabe d'Égypte) qui a résolument pris une orientation pro-américaine, la Syrie et l'Irak qui craignent l'isolement et l'OLP qui devient un acteur régional indépendant. Les accords de Camp David en 1978, puis la révolution en Iran et le déclenchement de la guerre par l'Irak vont encore compliquer la donne.

L'évènement déclencheur de la guerre civile eut lieu en avril 1975, quand un bus ramenant des palestiniens sera attaqué par des membres du parti des Kataeb (Phalangistes) dans la banlieue est de Beyrouth. En juillet 1976 la Syrie intervient « afin d'aider le Front libanais (majoritairement chrétien) contre l'offensive des Forces communes (druzes, militants de gauche, musulmans et palestiniens) ». En octobre 1976 un cessez-le-feu est décrété au sommet arabe de Riyad et les Forces arabes de dissuasion sont déployées au Liban, dont les troupes syriennes constituent la majorité.

En 1978, Israël envahit le sud du Liban et occupe une bande frontalière. Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte en mars 1978 la résolution 425 ordonnant le retrait des troupes israéliennes et créant la Force intérimaire des Nations unies pour le Liban (FINUL). En 1979 et après l'accord de paix signé entre l'Égypte de Sadate et Israël, la Syrie commence à soutenir l'OLP.

En juin 1982, Israël envahit le pays et l'assiège pendant deux mois et demi ; une Force multinationale (FM) arrive au Liban formée de contingents américain, britannique, français et italien, dans le but d'évacuer les 10.000 combattants palestiniens de l'OLP tout en protégeant les civils. Le 14 septembre de la même année Bachir Gemayel (chef de la milice chrétienne des Forces libanaises) élu président de la république fut assassiné, le 16 septembre l'armée israélienne introduit des unités des Forces libanaises qui massacrent les palestiniens de Sabra et Chatila. Amine Gemayel le frère de Bachir sera élu président de la République le 21 septembre.



Bâtiments détruits place des Martyrs à Beyrouth, 1982
© James Case - Creative Commons

En s'appuyant sur la Force Multinationale, Amine Gemayel cherche à restaurer la souveraineté du pays où sont présents 30 000 Israéliens dans le sud et le centre et 40 000 soldats syriens dans le Nord et l'Est du pays. Le 17 mai 1983, un accord israélo-libanais est signé, accord que les Syriens refusent de voir s'appliquer, mais aussi les forces de la gauche libanaise dont les militants organisés dans le cadre du « Front de la résistance nationale libanaise » chassent les israéliens de Beyrouth en 1983 et de Saïda en 1985, année où le Hezbollah* sera officialisé et où apparaît la Résistance Islamique.

Poussés par les Israéliens qui se retiraient les milices druzes et chrétiennes s'affrontent dans les régions d'Aley (Mont- Liban) et du Chouf. Il s'ensuit un exode massif des Chrétiens et la tenue de la conférence de Genève qui sera suivie de plusieurs autres. Amine Gemayel s'y assied à égalité avec les chefs de milice et les représentants de la Syrie et de l'Arabie Saoudite (qui n'est autre que Rafiq Hariri). En 1984, Beyrouth Ouest s'insurge, l'armée se divise, la devise nationale s'effondre, la Force Multinationale dont les effectifs américains et français avaient subi des attaques sanglantes, se retire.

À partir de 1985, la guerre se transforme. Les milices se partagent le territoire et leurs chefs se préoccupent chacun d'organiser son contrôle et d'éliminer ses compétiteurs.

En 1988, Amin Gemayel, sans successeur à la présidentielle, nomme le général Michel Aoun, commandant en chef de l'armée, Président du conseil des ministres à la tête d'un cabinet militaire intérimaire, alors que le premier ministre Salim-al-Hoss se maintient en place. Le Liban se trouve ainsi sans président de la République, mais avec deux présidents du conseil. En 1989, Aoun lance « la guerre de libération » contre les forces syriennes et mobilise les foules de toutes les communautés, sensibles à son discours qui aspire le retour de l'État de droit.

Le conflit aura ravagé le pays et le résultat est lourd : environ 150 000 victimes, 200 000 blessés, des milliers de disparus, 500 000 émigrés et environ 600 000 déplacés à l'intérieur du pays. On estime le coût des dégâts matériels à plus d'une vingtaine de milliards de dollars. Tout au long de ces 15 années, les alliances se font et se défont :

1975	Phalanges libanaises (mises en place par un maronite, Pierre Gemayel en 1936) + Occidentaux + Syrie	VS.	Palestiniens + la gauche libanaise
1978	Phalanges libanaises + Occidentaux + Israël		La Syrie
1984	Guerres intestines entre compétiteurs au sein de chaque « territoire » milicien		

Le régime d'après-guerre

L'accord de Taëf, dit "document d'entente nationale", sera signé en octobre 1989 en Arabie-Saoudite, par la majorité des parlementaires élus en 1972 et les chefs des milices libanaises, sous les auspices des États-Unis, de l'Arabie Saoudite et de la Syrie. Cet accord qui prévoit le désarmement des milices et un réajustement de la formule du partage du pouvoir, sera refusé par Aoun. René Moawad élu en novembre 1989 est assassiné quelques jours plus tard, il sera succédé par Elias Hraoui. En 1990, l'aviation syrienne prend d'assaut le palais présidentiel de Baabda et Aoun se réfugie dans l'ambassade de France, les autorités françaises lui accordent l'asile politique.

En 1991, un désarmement des milices est entrepris, l'Etat libanais est désormais sous tutelle de la Syrie avec laquelle divers accords sont signés, avec une occupation israélienne au sud. En août 1991, les députés adoptent une loi d'amnistie générale pour tous les crimes commis au Liban pendant la guerre civile ; comme le dit Charbel Nahas « un silence pesant s'est installé sur le sujet de la guerre dans son intégralité ».

En 1992, au lendemain d'une crise monétaire, des élections législatives imprévues sont organisées que les Chrétiens boycottent massivement. Rafic Hariri, milliardaire lié à l'Arabie Saoudite, est nommé premier ministre.

Le gouvernement libanais entame un chantier de reconstruction. Dans le même temps l'invasion du Koweït par Saddam Hussein a porté le coup de grâce à la Caisse Arabe de Reconstruction du Liban promise à Taëf. Il fallait donc revenir aux moyens habituels de reconstruction : restreindre la consommation, augmenter les impôts, etc. Cette alternative ne convenait ni à la population ni aux chefs de milices (elle les déposséderait de leurs sources de revenus souvent illégaux). Ainsi la « révision du Taëf » a permis une solution à trois niveaux (selon Charbel Nahas) :

1. Attirer les capitaux privés par toutes sortes d'avantages (réduction de fiscalité, déclenchement des vastes opérations immobilières, etc.).
2. Les chefs de milice se verraient attribuer le pouvoir dans le cadre d'une structure collégiale avec partage des bénéfices matériels et politiques de l'État entre eux.
3. Confier à la Syrie le rôle d'arbitre des conflits au sein de cette structure collégiale, ce qui lui donne un caractère de nécessité politique.

Une nouvelle politique monétaire est inaugurée à la fin de l'année 1992, le cours de la Livre est sous-évalué et ancré sur le dollar avec des taux d'intérêt surévalués alors que l'économie est entièrement « dollarisée ». L'objectif du dispositif est d'attirer les capitaux de l'étranger, la livre libanaise servant de produit financier d'appel. L'impôt sur le revenu est baissé, les plus-values foncières et financières ainsi que les revenus d'intérêts sont exonérés.

La consommation et les prix flambent. La dette publique explose ainsi que le déficit des échanges extérieurs. Dès 1997, le gouvernement libanais a dû reconnaître ses difficultés financières : baisse du pouvoir d'achat de la population à revenus modestes (le PNUD au Liban estime que 35,2% des Libanais en 1995 vivaient dans des conditions de pauvreté ou de pauvreté extrême), chômage entre 15% et 25%, (surtout chez les jeunes entre 15 et 24 ans). L'émigration reprend de plus belle, aussi intense qu'au temps de la guerre.

En 1998, le président Elias Hraoui termine son mandat (prorogé de 3 ans) et Emile Lahoud (Commandant en chef de l'armée) est élu président de la République, contre les vœux de Hariri.

Ses prises de position contre la corruption (malgré une campagne anti-corruption sélective) lui ont fourni une certaine popularité, notamment avec la nomination de Salim El Hoss, symbole respectable de l'État libanais, comme premier ministre.



Tour moderne à Beyrouth (2016)
© Bdx - Creative Commons

Deux évènements imprévus allaient coïncider :

- Hafez el Assad, agonisant, cherche à assurer la succession de son fils Bachar, ce qui suscite une guerre larvée entre les courants du régime syrien qui se traduit par des changements d'alliances au Liban. Il décède en juin.
- Devant les opérations de la Résistance, les Israéliens se retirent du Sud Liban en mai 2000, l'Armée du Liban-Sud (AL-S) s'effondre laissant la place au Hezbollah qui s'installe dans la région, avec le consentement des autorités libanaises ; mais ce retrait ouvre la voie à des demandes de « redéploiement » des forces syriennes dans la Bekaa, surtout de la part des forces politiques chrétiennes.

Les élections d'août 2000, organisées par le patron des services de sécurité syriens au Liban, ramènent Rafiq Hariri au pouvoir. Très vite, le pays s'enfonce dans une crise financière très grave. Dans ce contexte très particulier, avec les attentats du 11 septembre à New York, suivis de l'entrée en guerre des États Unis contre l'Irak, la Conférence de Paris II assure le sauvetage du système financier libanais. En 2003 les États-Unis envahissent l'Irak, perturbant durablement l'ensemble de la région.

La "révolution du Cèdre"

Les Américains ayant occupé l'Irak, la France se réconcilie avec les États-Unis et la Syrie se retrouve isolée avec pour seul allié l'Iran, lui-même sous embargo. Le 2 septembre 2004, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 1559 qui exige notamment le retrait des forces syriennes du Liban, le désarmement et la dissolution des milices (sans spécifier le Hezbollah, considéré au Liban comme représentant la « Résistance » à Israël) et l'organisation de l'élection présidentielle hors de toute interférence étrangère. Le climat politique s'envenime. La Syrie réagit en faisant pression sur les parlementaires pour proroger de trois ans le mandat du Président Emile Lahoud, ce qui a lieu le 23 novembre. Rafiq Hariri, dont les relations avec Lahoud ont toujours été houleuses, refuse de constituer le nouveau gouvernement.

Le 14 février 2005, à Beyrouth, Rafiq Hariri est assassiné avec des dizaines de personnes dans un attentat à la voiture piégée, provoquant une division du pays et le ralliement de la grande majorité de la communauté sunnite (à laquelle il appartenait) et des Druzes au camp anti-syrien qui comptait essentiellement des partis chrétiens dont les leaders étaient condamnés et emprisonnés (Geagea) ou exilés (Aoun et Gemayel).

Pro-syriens		Anti-syriens
• La minorité chiite • Les partis Amal et Hezbollah • Le président du Conseil Omar Karamé (sunnite) • Son ministre de l'Intérieur Soleiman Frangié (maronite) • Le parti démocratique libanais de Talal Arslan (druze)	VS.	• Le courant patriotique libre du général Aoun • Les Forces libanaises • Le PSP de W. Joumblatt (druze) • Le Bloc national libanais • Le Mouvement réformiste des Kataëb • Le parti national libéral (PNL)

Une enquête internationale est ouverte pour déterminer les auteurs de l'attentat. En parallèle des efforts sont déployés par la communauté internationale pour rétablir la souveraineté du Liban. Sous cette pression, la Syrie annonce, le 3 mars, le retrait de ses troupes.

Les partis pro-Syriens loyalistes manifestent, le 8 mars, leur soutien à Damas. Les anti-Syriens appellent à une manifestation. Le 14 mars, un mois après l'assassinat de Hariri, une immense foule de Libanais se rassemble à Beyrouth pour se réjouir du retrait annoncé des Syriens et pour exiger la démission du Président Lahoud. Le 26 avril 2005, la Syrie finit par retirer ses troupes. Omar Karamé, Président du Conseil démissionne.

De manière surprenante, un gouvernement de transition se met en place pour organiser les élections législatives. C'est Najib Mikati, ancien ministre prosyrien qui est désigné pour le constituer et une alliance électorale quadripartite est conclue, regroupant le Courant du Futur (Hariri), le PSP (Joumblatt), le mouvement Amal (Berri) et le Hezbollah mais excluant Michel Aoun tout juste rentré de son exil français.

Les élections législatives ont lieu du 29 mai au 20 juin 2005. Les partis du « 14 mars » emportent la majorité des sièges mais les Aounistes enregistrent une percée inattendue et deviennent le premier parti chez les Chrétiens.

Le gouvernement regroupe tous les partis de l'alliance quadripartite et le Hezbollah y fait, pour la première fois, son entrée. La commission d'enquête ouverte par l'ONU sur le meurtre de Rafiq Hariri déclare dans son rapport que la Syrie et les autorités libanaises seraient impliquées dans l'attentat.

En février 2006, un accord politique est conclu entre Hassan Nasrallah (Hezbollah) et Michel Aoun (CPL) qui change la donne politique.

Est mis en place un « dialogue national » entre les grands chefs politiques, qui double les institutions constitutionnelles et qui conduit à l'adoption de deux grandes orientations :

- l'interdiction, pour les organisations armées palestiniennes d'être présentes sur le territoire libanais en dehors des camps de réfugiés,
- l'établissement de relations amicales avec la Syrie.

Entre temps, l'enquête internationale sur l'assassinat de Hariri se poursuivait. En réponse à une lettre du Premier Ministre Fouad Siniora, à l'ONU, en date du 13 décembre 2005 où il demandait la création d'un tribunal international pour juger les responsables du crime, le Conseil de Sécurité adopte, le 29 mars 2006, la résolution 1664 qui charge le Secrétaire Général de l'ONU de « négocier avec le Gouvernement libanais un accord visant la création d'un tel tribunal ».

Le 12 juillet 2006, le Hezbollah enlève deux soldats israéliens au niveau de la frontière israélo-libanaise pour les échanger contre des Libanais et des Palestiniens détenus en Israël. L'armée israélienne lance immédiatement une attaque d'envergure. Les combats vont s'intensifier à travers l'usage de bombardements sur tout le territoire libanais – faisant 1300 morts, 4000 blessés et 1 million de personnes déplacées. La milice chiite résiste par tous les moyens à l'armée israélienne, notamment par l'utilisation de missiles sol-sol et sol-mer et l'empêche de réaliser les objectifs annoncés, acquérant un grand prestige à l'échelle régionale. L'ONU exige, le 14 août, un cessez-le-feu et envoie ses forces aux côtés de l'armée libanaise. Elles obtiennent le retrait des forces israéliennes mais ne parviennent pas à régler la totalité des problèmes : les deux soldats n'ont toujours pas été relâchés et le Hezbollah « devient un État dans un État » qui exige « un gouvernement d'union nationale ».

La guerre a non seulement occasionné des pertes humaines et économiques considérables mais elle a aussi révélé la fragilité de l'accord politique conclu un an auparavant ; certains partis libanais, comme le Courant du Futur et le Premier Ministre ayant été accusés de se désolidariser de leurs compatriotes qui se battaient contre Israël et de s'aligner sur les positions des États-Unis qui poussaient ouvertement Israël à intensifier leurs actions militaires.

C'est dans ce climat délétère que l'affaire du Tribunal revient pour juger les responsables de l'assassinat de Hariri. Le 11 novembre, Siniora met à l'ordre du jour de la convention avec l'ONU la discussion relative à la création du Tribunal. Les ministres de Amal, du Hezbollah (chiites) et le ministre chrétien de l'environnement soutiennent la position du Président Lahoud qui refuse de discuter une convention internationale non négociée par le président de la République conformément à la constitution. Ils démissionnent du gouvernement qui ne compte plus aucun ministre chiite. L'accord politique conclu en mai 2005 n'aura vécu que 18 mois. Le bloc du 8 « mars » considère le gouvernement illégitime et le Président de l'Assemblée lui ferme les portes du Parlement.

Le Tribunal spécial pour le Liban (TSL) devient un sujet de discorde supplémentaire. Il est perçu pour certains comme l'instrument qui permettra de faire la vérité sur le crime ; pour d'autres c'est un instrument pour diviser les Libanais.

Des tensions liées à des divisions communautaires au sein de la classe politique éclatent. Les partis ne parviennent pas à se rapprocher malgré de nombreuses négociations. L'opposition est accusée d'être aux services de l'Iran et de la Syrie. En contrepartie, l'opposition s'indigne des relations privilégiées qu'entretient la coalition avec les États-Unis.

Depuis le 24 novembre 2007, la présidence est vacante en raison de divergences interrégionales au sujet de l'élection d'un nouveau président. Le gouvernement, déjà contesté, prend à sa charge les attributions du Président. En mai 2008, suite à des décisions du gouvernement de couper son réseau de communications filaires interne, le Hezbollah réagit et prend en une journée le contrôle de Beyrouth-Ouest. Par prudence politique, l'armée n'intervient pas. Le gouvernement annule alors les décisions qu'il avait prises.

À peine une semaine plus tard, suite à une médiation de la Ligue arabe et du Qatar entre majorité et opposition, les deux camps parviennent à un compromis à Doha qui comprend, entre autre, l'élection sur-le-champ d'un président de la République (c'est le général Michel Sleiman, commandant en chef de l'armée depuis 199), la constitution d'un gouvernement d'union nationale, la tenue d'élections législatives suivant une loi électorale amendée, en 2009 et l'établissement, pour la première fois de relations diplomatiques entre le Liban et la Syrie.

Les élections législatives du 7 juin 2009 :

La coalition du "14 mars"	VS.	Les forces du "8 mars"
• Courant de Saad Hariri • Forces libanaises et Kataëb • PSP de W. Joumblatt • Alliés		• Hezbollah • Courant patriotique libre (CPL) • Mouvement Amal • Alliés
71 sièges sur 128		57 sièges sur 128

Un gouvernement d'union nationale est formé, sous la présidence de Saad Hariri qui se rend personnellement à Damas. Mais encore une fois, l'affaire du tribunal revient et la tension s'accroît quand le tribunal accuse directement le Hezbollah et non plus les responsables syriens. Le gouvernement éclate sur ce point et sur l'affaire des « faux témoins ». Il tombe le 12 juin 2011, suite à la démission de plus d'un tiers des ministres.

"Les printemps arabes"

En 2011, partie de Tunisie, une vague de soulèvements populaires touche l'ensemble des pays arabes. La crise syrienne affecte directement le Liban. Les relations saoudo-syriennes s'enveniment et l'accord de Doha chancelle. Le clivage politique intérieur s'accroît entre les pro et les anti Bachar-el-Assad. Le Hezbollah soutient et appuie le régime de Bachar al-Assad et « la coalition du 14 mars », les rebelles. Entre 2012 et 2014, 1.2 millions de déplacés syriens, soit plus de 30% de la population libanaise résidente, sont entrés au Liban. En 2014, le Liban se trouve à nouveau sans président de la République, avec un parlement qui a déjà prolongé son propre mandat deux fois, fonctionnant sans budget depuis dix ans et soumis à un régime de clientélisme et de corruption, avec une dette publique qui dépasse 160% du PIB.

En 2015 et suite à une crise de déchets, provoquée par la fermeture de la principale décharge contrôlée du pays suite à une dispute « mafieuse » sur le partage des bénéfices des contrats de traitement, un mouvement de protestation populaire inédit a vu le jour. Ce mouvement a donné naissance à des mouvements tels que « Mouwatinoun et mouwatinat fi dawla » (citoyens et citoyennes dans un Etat), et « Beirut madinati » (Beyrouth, ma ville), qui ont participé aux élections municipales en été 2016. Le 15 février 2014, un gouvernement d'intérêt national formé par Tammam Salam voit le jour. Tous les courants politiques y sont représentés couvrant ainsi l'incapacité de parvenir à un accord concernant le poste présidentiel.

Comme le souligne May Maalouf Monneau dans son ouvrage *Le Liban, de l'État inachevé à l'invention d'une nation* : « Depuis sa création, deux Liban vivent et s'affrontent dans le même pays : le Liban politique et le Liban social. Autrement dit, le Liban et les Libanais ne font pas toujours un. La problématique libanaise est ainsi celle d'un divorce entre l'État et la société. »

Un pays plongé dans une crise multi-dimensionnelle

Depuis 2018, le pays est plongé dans une grave récession économique. Alors que la guerre en Syrie déclarée en 2011 avait durement impacté l'organisation sociale du pays – déjà fragile – la situation a continué de se détériorer pour la population libanaise.

La déliquescence des institutions politiques et économiques du pays, n'a cependant pas conduit à l'apathie de la population. Une révolte populaire a débuté en octobre 2019 à la suite de l'annonce gouvernementale d'une nouvelle taxe sur les appels sur la messagerie Whatsapp.

Quelle que soit leur confession, les Libanais.e.s ont défilé à travers tout le pays pour réclamer le départ des tenants d'un système politique clanique et corrompu. Les manifestations ont conduit le Premier ministre Saad Hariri à présenter sa démission et celle de son gouvernement le 29 octobre 2019.



Manifestation à Tyr dans le sud du Liban (octobre 2019).
© Roman Deckert

Hassa Diab est nommé Premier ministre par le Président Michel Aoun le 19 décembre 2019. La grave explosion qui a endeuillé Beyrouth le 4 août 2020 a conduit Hassan Diab à remettre à son tour sa démission le 10 août 2020 face à l'accumulation des critiques. Moustapha Adib, Ambassadeur du Liban en Allemagne est désigné pour remplacer Hariri le 31 août 2020. Quelques semaines plus tard, il renonce à former un gouvernement en raison des nombreuses dissensions entre partis politiques sur l'attribution des ministères. Hariri est de nouveau désigné président du Conseil des ministres. Cependant, les relations avec le Président se détériorent, Aoun accusant Hariri ne pas être capable de former un gouvernement. En juillet 2021, Nagib Mikati, milliardaire ayant fait fortune dans les télécommunications est désigné Premier Ministre.

Il est reproché à la classe politique de nombreux méfaits tels que le clientélisme, la corruption, le blanchiment d'argent, l'enrichissement illicite, les conflits d'intérêts.

**Le Liban est classé 149ème sur 180 pays
concernant le niveau corruption du secteur
public.**

Aujourd'hui, pour 90% des Libanais, le pouvoir en place n'est plus légitime. Jusqu'à dernièrement, la population a respecté et légitimé les pouvoirs religieux – communautaires – claniques voire « mafieux », mais aujourd'hui ce pouvoir est en faillite.

Lors de la conférence économique pour le développement du Liban par les réformes et avec les entreprises (CEDRE) qui s'est tenue le 6 avril 2018 à Paris, le Liban s'était engagé à mener un plan de réformes et d'investissements d'infrastructures afin de soutenir le développement et le renforcement de l'économie libanaise. Une aide internationale en dons et prêts à hauteur de 11,6 milliards de dollars était promise à condition que l'Etat libanais engage les réformes présentées lors de la conférence CEDRE. Trois ans après, la situation politique libanaise est toujours au point mort et le contexte a empiré, les montants n'ont donc toujours pas été débloqués.

La crise actuelle est donc existentielle : aux faiblesses économiques et aux inégalités profondes, s'ajoute un Etat en faillite qui ne peut plus générer de revenus. Le 9 mars 2020, le Premier ministre Hassan Diab a annoncé aux Libanais.e.s que le pays ne serait pas en mesure de rembourser 1,2 milliard de dollars (1 milliard d'euros) de sa dette arrivant à échéance, signifiant le premier défaut de paiement de l'histoire du pays.

Répercussion de la pandémie de Covid-19

Le Liban a été relativement épargné par les contaminations à la Covid-19. Néanmoins, ce sont les conséquences économiques qui ont touché de plein fouet la population. Le Liban est un pays qui importe un très grand nombre de produits de consommation courante. Avec la fermeture des frontières et la mise en suspens des échanges commerciaux, la population a souffert de restrictions sur des biens de première nécessité.

L'arrêt de l'économie libanaise a mené à une contraction du PIB de presque sept points, alors que l'année 2019 s'était terminée par une stagnation économique. Chaque mois de confinement a coûté environ 2,5 milliards de dollars à l'économie libanaise.

Les explosions du 4 août 2020

Le 4 août 2020, un incendie se déclare dans un entrepôt du port de Beyrouth abritant plus de 2 750 tonnes de nitrates d'ammonium. L'incendie provoque deux violentes explosions dans la capitale libanaise dont les détonations se sont fait sentir jusqu'à Chypre située à 260 km de Beyrouth. D'une ampleur sans précédent, la catastrophe a causé la mort de près de 200 personnes et des milliers de blessés et a laissé 300 000 Libanais.e.s sans-abris.



Le port de Beyrouth suite aux 2 explosions (09/08/2020)
© Mehr News Agency

Les explosions à Beyrouth ont réduit presque qu'à néant l'espoir de faire entrer des recettes grâce au tourisme. L'arrêt de la crise économique a entraîné de nombreuses faillites ainsi que l'anéantissement du travail informel, surreprésenté dans les secteurs des transports, de la construction, de la restauration et de l'hôtellerie.

Désormais, trouver des moyens de subsistance est l'objectif quotidien pour de nombreux foyers. Entre octobre 2019 et octobre 2020, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 240%. Les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 367%. En 2021, le Liban fait face à des pénuries d'essence, de médicaments. L'éducation est très impactée : il est devenu impossible d'acheter du matériel scolaire, un ordinateur ou un téléphone portable pour suivre les cours à distance, car en raison de l'inflation, un crayon coûtait autant qu'une livre de pain.

49% de la population libanaise vit en dessous du seuil de pauvreté, et 23% est sous le seuil de l'extrême pauvreté.

40 % des réfugiés syriens sont dans une situation d'extrême pauvreté.

Le Programme Alimentaire Mondial assure une grande partie de l'aide alimentaire internationale du Liban. Alors qu'une part importante des populations syriennes et palestiniennes étaient déjà en situation précaire, leur quotidien s'aggrave.

Dans un pays qui repose sur la diversité des communautés et où un quart de la population est étrangère, le racisme est marginal. Pourtant, les tensions sociales se ressentent. Des comportements de rejet à l'encontre de réfugiés syriens et palestiniens sont survenus.

Par exemple, des incendies criminels se sont déclarés comme à Bhannine-Miniyé, au Liban-Nord où en décembre 2020, de jeunes Libanais ont mis le feu à un camp de réfugiés syriens suite à un conflit. Plus de 300 syrien.ne.s se sont retrouvé.e.s sans abri.

Il faut également considérer le sort des milliers de travailleur.se.s étranger.ères.s employé.e.s comme domestiques dans les foyers libanais qui ont été jetés à la rue.



Conséquences des explosions dans le port de Beyrouth sur un immeuble.
© Freimut Bahlo

Ces employé.e.s domestiques, au nombre de 250 000 dans le pays proviennent en majorité d'Éthiopie, d'Égypte, des Philippines, du Sri Lanka, d'Inde et du Bangladesh. Ces employé.e.s immigré.e.s souffrent à la fois de la crise économique, elles et ils ne peuvent plus envoyer d'argent à leur famille à cause de la dévaluation de la livre libanaise, et certain.e.s sont resté.e.s bloqué.e.s des mois, car ces travailleur.se. ne pouvaient pas quitter le Liban en raison de la fermeture des frontières.

Malgré les obstacles quotidiens, les organisations de la société civile restent mobilisées. Si l'on a observé un essoufflement dans les mois qui ont suivi les explosions à Beyrouth, de nouvelles manifestations ont eu en août 2021 pour commémorer la mémoire des victimes de la catastrophe. Parmi les voix qui s'élèvent pour réclamer une transformation complète des institutions et du système politique, certain.e.s met en avant la nécessité d'instaurer un Etat doté d'une Constitution laïque s'affranchissant de la répartition des membres par confession.

Les prochaines élections qui se tiendront en 2022 laissent augurer une étape de transition. Étape qui sera difficile, mais elle est cruciale. Les citoyen.ne.s sont acculé.e.s, mais ils et elles ont la volonté de construire un nouvel Etat.

Définitions

Chiite : Dans l'Islam, relatif à la secte des partisans d'Ali, gendre du prophète Mahommed (Mahomet), qui soutiennent que ses descendants doivent conserver le pouvoir religieux (être imam ou calife), s'oppose à la doctrine sunnite. (Le Petit Robert)

Sunnite : Musulman orthodoxe fidèle aux préceptes du Sunna (recueil des actes de Mahomet qui complète le Coran). En opposition à la doctrine chiite. (Le Petit Robert)

Druze : Qui appartient à une population musulmane arabophone de Syrie, du Liban et de la Palestine, dont la religion est dérivée de l'islamisme. (Le Petit Robert)

Mamelouk : Cavalier d'une milice turco-égyptien, créée vers 1230 pour servir de garde au sultan, qui devint maîtresse de l'Égypte et dont sont issus plusieurs sultans. (CNRTL)

Maronite : Celui ou celle qui appartient à un peuple chrétien oriental catholique de rite syrien, constituant l'une des Églises uniates, et qui est implanté principalement en Syrie et au Liban. (CNRTL)

Hezbollah : fondé en juin 1982, mais révélé publiquement en février 1985, est un mouvement politique et un groupe armé chiite libanais.



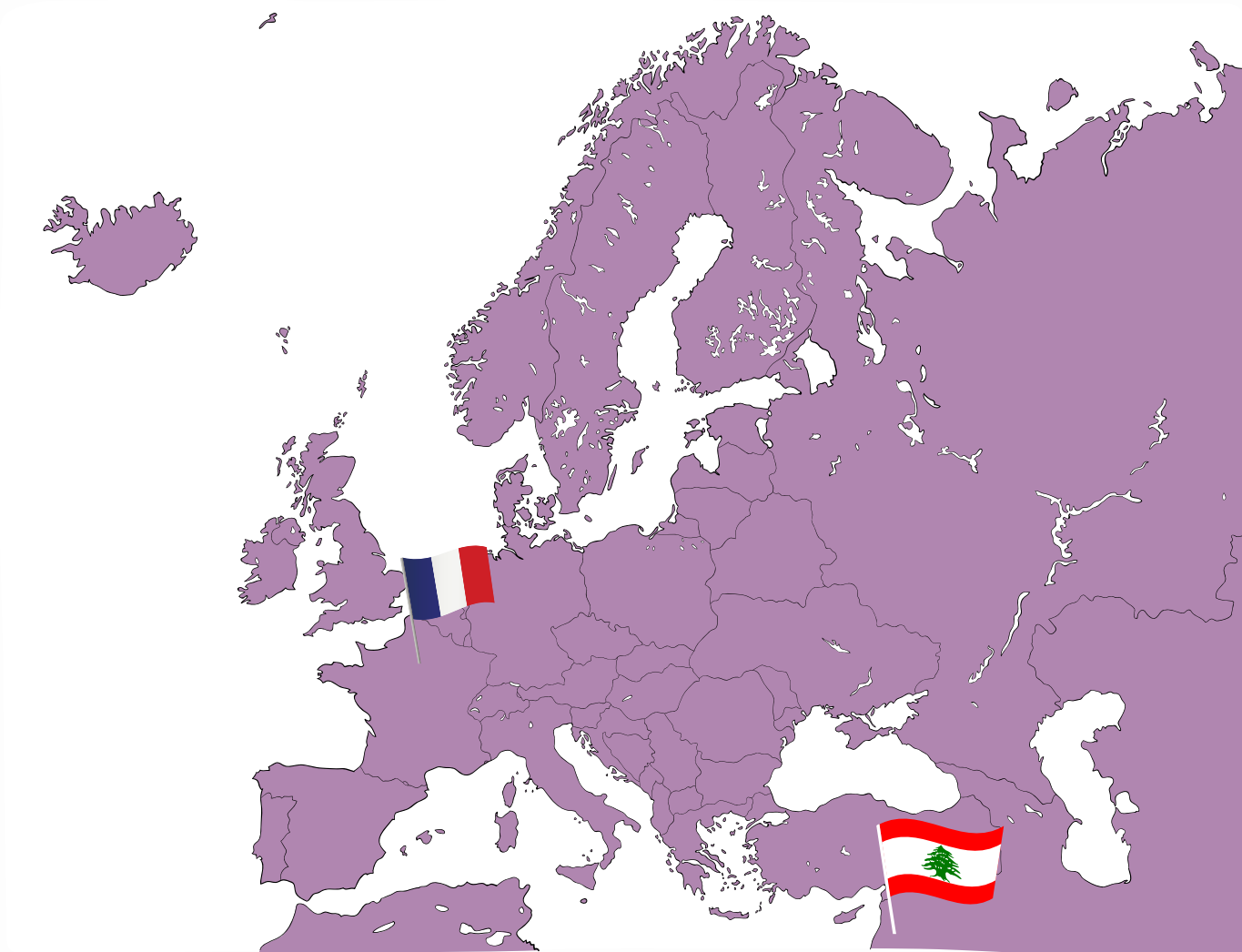
© Solidarité Laïque

PARTIE 3

La géographie du Liban

Le Liban se situe sur les côtes orientales de la Méditerranée, à presque 3 200 km de la France. Il fait partie des plus petits pays du monde. 170e sur 250 en termes de superficie, il est environ 62 fois plus petit que la France (qui se classe 43e).

Le pays du Cèdre s'étend sur une cinquantaine de kilomètres en largeur et sur 250 km en longueur, lui conférant cet aspect allongé : sa superficie totale est de 10 452 km², équivalant la superficie de l'île de Chypre, celle du Kosovo ou encore celle de la région Île-de-France !



Petit pays, mais riche !

Malgré sa petite taille, le Liban est une terre de contraste et de richesses. Il se compose de quatre zones géographiques principales aux caractéristiques bien propres.

Celles-ci sont réparties en quatre axes parallèles qui s'étendent du Nord au Sud. Dans l'ordre et d'ouest en est, on trouve :

- Une plaine côtière étroite qui s'étire sur la longueur du pays. On y retrouve la plupart des grandes villes libanaises telles que Tripoli, Beyrouth, Saïda et Tyr.
- Une chaîne de montagnes verdoyantes et peuplées, le Mont Liban. Les montagnes atteignent dans cette zone les plus hautes altitudes du pays, jusqu'à 3 083 m (Qurnat al-Sawda)
- Une plaine fertile – la Bekaa – qui abrite les sources de deux fleuves : l'Oronte (qui coule en direction du Nord) et le Litani (qui se dirige vers le sud). Le Jourdain prend sa source dans le sud de la région avant de rejoindre Israël. On trouve dans cette zone fertile du Liban des cultures de céréales, de vignes, de betteraves, de pommes de terre, de cotons, de chanvre et de fruits. Le plus haut sommet se situe aux alentours de Baalbeck et atteint 1 100 m d'altitude contre 900 m pour le sommet le plus bas. La Bekaa s'étend en largeur sur seulement une quinzaine de kilomètres.
- Une seconde chaîne montagneuse aride appelé « l'Anti-Liban ». En comparaison le Mont Liban est un peu plus haut, mais l'Anti-Liban reste plus difficile à franchir en raison de son aspect massif. Liban signifie « blanc » en arabe à cause de ses montagnes enneigées l'hiver.



Le port de Byblos.
© USAID



Falouha, Mont-Liban.
© Michel Khoury

Le Liban est un pays où l'on peut se baigner (plages) mais aussi skier !

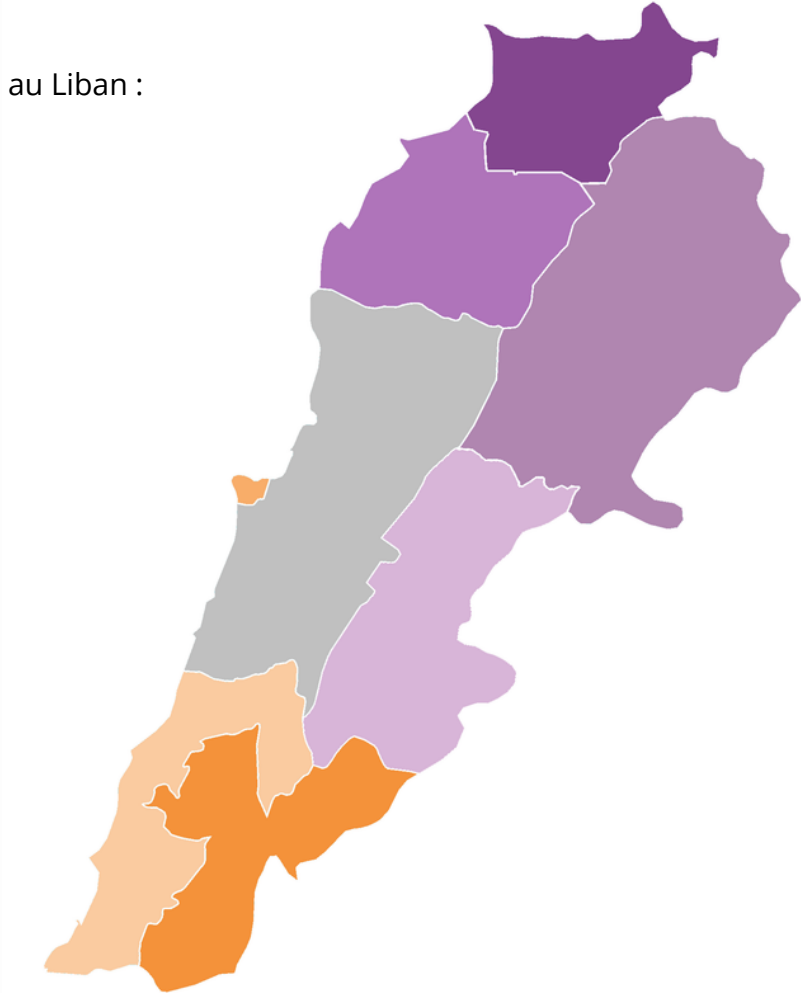
Le Liban est frontalier – sur 376 km – de la Syrie au nord et à l'est (au niveau de l'Anti-Liban). Au sud il dispose d'une frontière avec les Territoires Palestiniens/ Israël sur 79 km. À l'Ouest le pays est bordé par la mer Méditerranée.

Le territoire libanais est divisé en 3 niveaux :

- la « mouhafadha » : gouvernorat, région au nombre de huit ;
- le caza : district, département au nombre de vingt-cinq ;
- la baladia : municipalité qui peut se regrouper avec d'autres municipalités et former une fédération de municipalités (union, intercommunalité).

Répartition des municipalités par mouhafadha au Liban :

- Aakar (123 municipalités)
- Liban-Nord (144 municipalités)
- Baalbek-Hermel (80 municipalités)
- Mont-Liban (323 municipalités)
- Beqaa (86 municipalités)
- Beyrouth (1 municipalité)
- Liban-Sud (44 municipalités)
- Nabatiyeh (117 municipalités)



Des climats contrastés

Le climat du Liban est le reflet de ses paysages : très contrasté. En effet les températures varient d’une zone géographique à l’autre, selon la latitude et le relief. Ainsi il est possible, sur une portion de 90 km, de passer d’un climat méditerranéen humide à un climat Saharien ! De manière générale, le Liban connaît des hivers frais et humides et des étés secs et chauds correspondant au climat méditerranéen.

Climat	Max moyen	Min moyen	Humidité
Méditerranéen humide du littoral	24 °C	16 °C	Extrême
Méditerranéen humide montagnard	13 °C	5 °C	Élevée
Méditerranéen continental	22 °C	7 °C	Basse

Des ressources en eau

Le Liban, contrairement à ses voisins, dispose d'abondantes ressources en eaux. Trois grands fleuves (dont le fleuve Litani et l'Oronte) prennent leur source dans la vallée de la Bekaa et on trouve, au niveau de la côte, de nombreux bassins créés par les torrents côtiers. Tous s'écoulent en direction de la mer méditerranée.

Un kaléidoscope végétal

On surnomme le Liban « le Pays du Cèdre » en raison de la présence historique forte de ce type d'arbre sur son territoire, en particulier sur le versant occidental du Mont Liban (à partir de 1 000 m jusqu'à 2000 m d'altitude). Aujourd'hui symbole du pays, on le retrouve même au centre du drapeau libanais !

De nombreuses variétés de pins, d'arbres fruitiers ainsi que des vignes et des oliviers (caractéristiques du climat méditerranéen) sont également présents sur le territoire faisant du Liban le pays le plus boisé du Moyen-Orient. Tout comme ses paysages et son climat, le Liban dispose d'essences d'arbres très variées dont leur implantation dépend du relief, de l'altitude, du climat et de la pluviométrie.

La grande forêt du Liban a été, au cours du temps, largement transformée. Aujourd'hui elle ne couvre que 75 000 hectares du territoire libanais alors qu'elle en couvrait 500 000 hectares à l'époque de l'Antiquité ! Ce sont les autorités ottomanes lors de la première guerre mondiale qui seraient responsables de cette grande disparition.



© Olivier Bezes

En effet entre 1914 et 1917, les autorités ont procédé à une coupe intensive du bois pour permettre le fonctionnement des chemins de fer – causant à la forêt libanaise une perte de 60 % de ses arbres. Conscients des conséquences néfastes du déboisement, le Ministère de l'environnement au Liban a mis en place en 2001 un Plan national de reforestation (NRP).

La faune

À la grande diversité végétale s'ajoutent de nombreuses espèces animales telles que des oiseaux de proie dans les montagnes, des oiseaux marins près de Tripoli ou encore des tortues vertes et des phoques-moines méditerranéens dans les eaux qui entourent le parc des Palm Islands (au large de Tripoli).

Une agriculture diversifiée

Grâce, entre autres, aux différents paliers d'altitude, le Liban jouit d'une agriculture très diversifiée.

- On pratique l'agriculture de plein champ dans la vallée de la Bekaa, dans la plaine d'Akkar (qui se situe au Nord de la bande littorale), dans la vallée de la Koura (juste au sud d'Akkar) et dans la vallée de Sour (tout au sud de la bande littorale). La proximité de la nappe phréatique permet l'irrigation des cultures. 41 % de la surface totale du ruban littoral est occupé par l'agriculture. Ce territoire constitue la vraie richesse agricole du Liban.
- En montagne, on pratique une agriculture en terrasse, beaucoup moins rentable comme le vignoble d'Ixsir à Jezzine au Sud du Liban.



La ville de Jezzine dans le gouvernorat du Sud-Liban.
© Vonwerden

LA CULTURE LIBANAISE

Littérature

Lamia Ziadé : autrice et illustratrice franco-libanaise. Romans : "Le port de Beyrouth" (2021) ; "Bye bye Babylone" ; "Beyrouth" 1975/1979 (2019). Roman entre textes et images sur l'enfance de l'autrice à Beyrouth. Très marquée par le conflit israélo-libanais de 2006, elle décide de raconter l'histoire de cette petite fille qui voit sa ville sur le déclin à cause de ce conflit dont elle ignore le sens.

Joumana Haddad : autrice et journaliste, elle est également militante pour les droits des femmes. Ses œuvres notoires sont "J'ai tué Shéhérazade", "Superman est arabe". Son dernier roman : "Le Livre des Reines" est une saga familiale qui s'étend sur quatre générations de femmes.

Zeina Abirached : née à Beyrouth en pleine guerre civile au Liban (1975-1990), l'autrice écrit des romans graphiques dans lesquels l'Histoire et les histoires intimes s'entremêlent. Dans un style poétique, Zeina Abirached immerge les lecteur.rice.s dans son enfance, son histoire familiale pour livrer un témoignage de la vie en zone de guerre et la solidarité. Œuvres : "Le piano oriental" (2015) ; "Mourir partir revenir" (2020) ; "Mouton" (2015) basé sur la trame d'un court-métrage réalisé par l'autrice lors de ses études aux Arts décoratifs de Paris. Elle décrit la lutte engagée dès sa plus tendre enfance pour domestiquer sa chevelure bouclée.



Le jeu des hirondelles, Zeina Abirached
© Camille Joseph

Younna Jazzar Redlej : « Le Cèdre du Liban » (2008). Spécifiquement pour les enfants, le livre aborde l'écologie, l'histoire du Liban et ses symboles. De tous les arbres, c'est le cèdre, symbole national, qui est le plus chéri des Libanais. Il figure d'ailleurs sur le drapeau. Comment est-il arrivé là ? Qu'a le cèdre de spécial, et depuis quand représente-t-il le Liban ? Pour répondre à ces questions, ce livre retrace l'histoire du roi des arbres à travers les peuples qui l'ont croisé, de Gilgamesh au Liban, et se penche sur les forêts actuelles à visiter, mais aussi à sauver.

Najla Jreissati Khoury : « Ah, si j'étais un oiseau ». L'autrice présente un recueil de comptines illustrées de planches graphiques, assorti d'un CD. En recueillant pendant des années des comptines connues des générations d'enfants libanais et d'autres moins connues, Najla Jreissati Khoury valorise le patrimoine libanais à travers cet ouvrage.

Kochka : L'autrice Kochka est née au Liban d'un père français et d'une mère libanaise. Elle s'installe en France à partir de 1976 et suit des études pour être avocate. Elle quitte le barreau en 1997 et commence à écrire.

« Petits contes de sagesse au pays de Wardé »(Kochka et Donatien Mary)

Tous les soirs, Wardé écoute son père lui raconter de merveilleuses histoires qui célèbrent la tolérance et la bienveillance. A travers 20 contes emplis de sagesse, le livre initie les lecteurs à la réflexion et l'écoute des autres.

Poésie

Gibran Khalil Gibran : né le 6 janvier 1883 à Bcharré et mort le 10 avril 1931 à New York, c'est un poète libanais d'expression arabe et anglaise. Il séjourna en Europe et passa la majeure partie de sa vie aux États-Unis. Son recueil de textes poétiques en anglais *The Prophet* (traduit par « Le Prophète » en français), publié en 1923, devint particulièrement populaire pendant les années 1960 dans le courant de la contre-culture et les mouvements « New Age ». Son œuvre poétique le fit comparer à William Blake.

Des Enfants

*Et une femme qui portait un enfant dans les bras dit:
Parlez-nous des Enfants.
Et il dit : Vos enfants ne sont pas vos enfants.
Ils sont les fils et les filles de l'appel de la Vie à elle-même,
Ils viennent à travers vous mais non de vous.
Et bien qu'ils soient avec vous, ils ne vous appartiennent pas. Vous pouvez leur donner votre amour mais non
point vos pensées,
Car ils ont leurs propres pensées.
Vous pouvez accueillir leurs corps mais pas leurs âmes,
Car leurs âmes habitent la maison de demain, que vous ne pouvez visiter,
pas même dans vos rêves.
Vous pouvez vous efforcer d'être comme eux,
mais ne tentez pas de les faire comme vous.
Car la vie ne va pas en arrière, ni ne s'attarde avec hier. Vous êtes les arcs par qui vos enfants, comme des flèches
vivantes, sont projetés.
L'Archer voit le but sur le chemin de l'infini, et Il vous tend de Sa puissance
pour que Ses flèches puissent voler vite et loin.
Que votre tension par la main de l'Archer soit pour la joie;
Car de même qu'Il aime la flèche qui vole, Il aime l'arc qui est stable.*

Extrait de : 2000, Un prophète et son temps (Fides)

Ounsi al-Hajj : Pionnier de la poésie en prose libanaise et chef de file de la poésie moderniste arabe, Ounsi al-Hajj est mort en 2014 à l'âge de 77 ans. Né en 1937 à Jezzine au Liban, il a d'abord étudié le journalisme, a travaillé comme directeur des pages Culture au journal Al Hayat. Il a ensuite créé, avec d'autres figures poétiques libanaises majeures, une revue de poésie davantage perçue comme un supplément du journal « Un Nahar » pour lequel il travaillait déjà en tant que rédacteur des pages non-politiques et rubrique culturelle.

*Que je prenne du papier et une plume,
Que j'essaie de gagner mon pain
Que je me souvienne de Dieu ou bien que je L'oublie
Que je pioche
Que je me noie dans les forêts*

*Que je chasse dans les nuages
Je ne pourrai jamais faire autre chose que l'amour
Car je n'ai tort ni raison qu'en lui
Et que je grandisse ou que je rapetisse
Que je me fiance aux joies ou bien à l'ennui
Lorsque n'importe quoi me prend à la gorge
Je m'assois
Je prends du papier et une plume
Etc.*

Extrait du poème « Un ouragan est passé sans arracher un arbre », dans l'anthologie poétique Eternité arabe (1997)

Musique

Georges Chelon : ce chanteur français consacra en 1989 l'un de ces titres aux enfants du Liban, quand le pays était encore en guerre. Les enfants libanais vivaient des années dramatiques. Cette chanson a toujours un écho troublant avec l'actualité d'aujourd'hui.

*« Il me regarde avec des yeux
Qui n'ont vu ni le bleu de la mer
Ni celui du ciel
Ils n'ont vu que le feu et l'enfer
Au pays de la guerre.*

*Il me regarde avec des yeux Qui font baisser les miens. Et j'ai honte pour eux,
Pour tous ceux qui massacrent la vie*

*Au nom d'un même Dieu. C'est un enfant
Du Liban, ou d'ailleurs, C'est un enfant
Que je serre sur mon cœur. [...]
Je t'emmène dans mon pays Où il y a des arbres,
Des saisons, des moissons. Ouvre les yeux, regarde :
C'est pas le paradis, non, mais ce n'est pas la guerre,*

*C'est ce qu'on fait de mieux, crois-moi, aujourd'hui, sur la terre.
Mon enfant, n'aie plus peur. C'est un enfant
Du Liban, ou d'ailleurs, C'est un enfant
Qui me serre sur son cœur. »*

Ibrahim Maalouf

Trompettiste franco-libanais, compositeur - notamment de musiques de films - Ibrahim Maalouf est également producteur et professeur d'improvisation. Son succès est fondé sur un métissage des genres, passant du jazz à la musique orientale ou au rock, parmi de multiples sources d'inspirations. Il est le compositeur du film « **Ensemble, c'est possible** » réalisé par Safy Nebbou et produit par Solidarité Laïque.

Mashrou'Leila

Le groupe libanais s'est formé en 2008 à Beyrouth. Désormais connu à l'international, le groupe traite de l'aspiration aux libertés individuelles, des printemps arabes et des revendications de la jeunesse. Le quatuor livre également des textes souvent satiriques sur la société libanaise et la vie à Beyrouth.

Yasmine Hamdan

Tenante de l'underground libanais et plus largement du Moyen-Orient, la chanteuse libanaise connue dans tout le monde arabe pour avoir révolutionné l' "électro orientale" avec son groupe Soapkills. Plus récemment, un album intitulé « Al Jamilat » qui signifie « les magnifiques » en français s'inspire d'un poème de Mahmoud Darwich, figure de proue de la poésie palestinienne qui a vécu et enseigné au Liban.

Cinéma

Jocelyn Saab

Pionnière du cinéma libanais, Jocelyn Saab a commencé à tourner des documentaires au début des années 1970 dans tout le Moyen-Orient, avant de se recentrer sur le Liban qu'elle filme, déchiré par la guerre. Ses films ont beaucoup de succès à la télévision. Elle réalisera plus d'une quarantaine de films, la plupart documentaires, sur le Liban, l'Égypte, le Sahara, l'Iran, la Turquie et le Vietnam, tout en témoignant des grands bouleversements de la seconde moitié du XXe siècle. Cinéaste engagée sur de nombreuses causes, elle a réalisé *Une Vie suspendue* (1985), *Il était une fois Beyrouth : histoire d'une star* (1994), *Dounia* (2005) qui critique la pratique de l'excision en Égypte, ce qui lui valut des menaces de mort de la part des fondamentalistes religieux. Dans *What's going on ?* (2009), elle tente de retrouver la poésie d'un Liban en quête d'identité.



© Solidarité Laïque



Jocelyn Saab.
© The National News

Nadine Labaki

Réalisatrice et actrice libanaise, Nadine Labaki a réalisé son premier film "Caramel" en 2007 lui valant une nomination au Festival de Cannes. Scène après scène, nous sommes conviés à partager le quotidien de six femmes, d'âge et de confessions différents, six amies qui se croisent dans le microcosme doux-amer qu'est l'institut de beauté "Si belle" niché dans le vieux Beyrouth.

"Et maintenant on va où ?" sorti en 2011 met en scène, dans un village au Liban, le quotidien d'un groupe de femmes de confessions diverses qui veulent protéger leurs foyers des violences extérieures. Le film parle des troubles religieux et des conflits qu'ils engendrent. Mais il traite aussi de la possibilité du vivre ensemble et d'un besoin d'unicité.

Eliane Raheb

"C'est ça le Liban ! Haydha lubnan !"

Une histoire maronite de Eliane Raheb, production Arte Deutschland. Documentaire de 58 minutes, 2008. La reporter, à travers ce film, a voulu aller au-delà de l'image du désespoir et s'est focaliser sur la possibilité de croire en un avenir meilleur. Ne pas se plier à une vision fataliste du Liban, même après les événements destructeurs qu'a pu connaître le pays, semble lui permettre de montrer toute la richesse du pays et non ses pertes.

« *Layali Bala Noom* » (Nuits sans sommeil – Sleepless nights). Documentaire de 128 minutes, 2012.

Le long-métrage documentaire fait se rencontrer deux personnes irrémédiablement marquées par la guerre du Liban: l'ancien responsable des services secrets de la milice Chrétienne des « Forces Libanaises », Assaad Shaftari, en quête de rédemption, et Maryam Saiidi, qui recherche désespérément son fils communiste Maher, disparu il y a 30 ans au cours d'une opération militaire planifiée par le parti de Assaad. Leur rencontre pourrait-elle apporter de l'espoir et fermer les plaies d'une guerre civile vieille de 38 ans ?

Randa Chalal-Sabbag

Le cerf-volant (2003)

Un film qui exploite les sujets suivants : les privations de libertés, les conflits aux différentes frontières du Liban, le mariage arrangé et forcé, etc. C'est l'histoire d'une jeune fille libanaise promise à son cousin vivant du côté annexé par les Israéliens, qui tombe amoureuse du gardien druze qui surveille la mince frontière qui sépare les deux peuples.

Langue(s)

L'arabe est la première langue parlée au Liban. C'est une langue partagée avec la plupart des pays du Moyen et Proche-Orient. Cependant, chaque pays a son propre dialecte. Dans la vie courante, ce n'est pas l'arabe littéraire que les Libanais.e.s emploient le plus, mais l'arabe libanais, sorte de mélange d'arabe, d'expressions propres au Liban, d'anglais et de français.

Il existe également l'arabizi. Il s'agit d'un arabe familier écrit avec des caractères latins. Le terme d'arabizi peut être utilisé pour désigner une variété d'arabe parlé mêlé d'anglais. Pourtant, le « code switching » ou alternance codique qui consiste à mélanger des langues à l'oral est courant parmi les personnes bilingues et n'est pas un phénomène nouveau.

L'arabizi, cependant, porte sur l'écrit et est un phénomène bien plus récent. Il n'y a pas de mélange de langues dans ce cas, seulement un changement de caractères d'écriture. Cette forme d'écriture est surtout née avec la communication électronique, alors que la communication avec les caractères latins était plus aisée. Les jeunes générations connectées s'en sont ensuite emparées pour communiquer. On peut désormais trouver l'arabizi en dehors de l'espace numérique (cinéma, magazines, etc.)

La calligraphie arabe, un art

En étymologie (« ali » en grec signifie beau et « graphos » l'écriture), on désigne la calligraphie comme l'art de bien former les lettres d'écriture.

La calligraphie était un art par excellence au temps des califes et reste essentielle dans de nombreux pays arabes toujours considérée comme l'art suprême des Arts islamiques.

Née avant l'islam, la calligraphie a connu son essor avec cette religion révélée en langue arabe au prophète Mahomet, selon la tradition. Avec la compilation et la copie du Coran, l'écriture s'est développée au fur et à mesure, faisant apparaître différents styles, toujours au service de la beauté du texte sacré. L'arabe est également une langue fluide à écrire aux formes naturelles qui rappellent la nature (un coquillage, un brin d'herbe...), le mouvement (les arabesques) ...

Six styles (roukaï, naskhi, farsi, diwani, koufi, thuluth) se sont formalisés, l'art d'écrire est devenu un savoir-faire, et le calligraphe, un métier très sollicité. Si le Liban ne possède pas les impressionnantes calligraphies des mosquées du Maghreb ou d'Andalousie, il comptait néanmoins d'illustres maîtres comme Kamel el-Baba (1905-1991) et Nassib Makarem (1889-1971) connus à travers le monde arabe.

Cet art aujourd'hui plus esthétique qu'utilitaire disparaît lentement au Liban où il n'y pas d'école de formation alors que l'Egypte en compte 36, l'Irak 100 et l'Iran 200. Cependant quelques calligraphes de renom tentent de préserver ce patrimoine et de le renouveler à l'heure du dessin informatique. Le "diwani", le style plus élégant réservé autrefois aux califes, est le seul inimitable par l'ordinateur, assurent les experts.

La religion inspire toujours beaucoup les calligraphes, mais également la nature, des phrases, des proverbes...

La calligraphie se mélange avec le dessin avec la calligraphie « zoomorphique ». A la base, les lettres, les mots (Allah, Ali...) ont été les premiers dérivés et illustrés en utilisant la micrographie (écriture assistée d'un microscope) pour créer des images figuratives (l'Islam interdisant l'utilisation de l'image figurative, la calligraphie a permis d'amener des images abstraites). Au départ, les mots étaient très courts pour parvenir plus tard jusqu'à des sourates entières écrites de manière minuscule en format un mot ou une image.



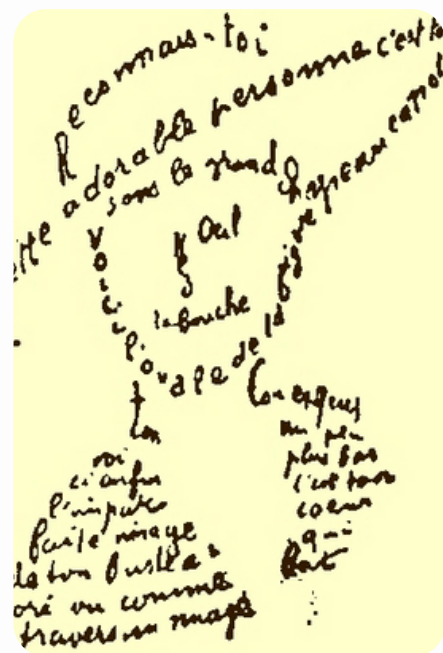
Poème de Mahmoud Darwich
© Camille Joseph

S'initier à la calligraphie

S'exercer en français : à la manière d'Apollinaire, poète français qui a inventé le mot calligrammes (formé par la contraction de « calligraphie » et d'« idéogramme »), dans un recueil du même nom (Calligrammes, 1918)) et les dessins du même nom. Il a mis en dessins calligraphiés ses propres poésies.

Introduction à la calligraphie arabe et islamique

http://www.fleurislam.net/media/doc/arts/txt_callig.html



Calligramme d'Apollinaire - Domaine public

Sports

Au Liban, on peut pratiquer du ski et de la plongée, offerts par la beauté et la diversité des paysages libanais.

Pourtant globalement le sport est délaissé : peu d'infrastructures, de stades, de clubs, et trop peu d'encouragement à la pratique sportive dans les écoles ou les lycées... Aussi il y a peu d'athlètes libanais en compétition mondiale (9 athlètes aux JO de Londres).

Le ski

L'origine même du nom « Liban » est d'ailleurs étroitement liée à ses montagnes : il provient de la racine sémantique lubnan, qui signifie « blanc » ou « lait », en référence aux montagnes libanaises enneigées l'hiver. Le ski au Liban a été importé au début des années 30 par les militaires français qui ont ouvert en 1935 la première école de ski dans le nord du Liban. Plusieurs stations se sont ensuite développées dans les années 60 et 70 grâce à quelques grandes familles libanaises. Aujourd'hui, le pays du Cèdre compte six stations de ski, plutôt fréquentées par les pays voisins, et la bourgeoisie libanaise. La station la mieux équipée est située à une heure de Beyrouth, à 1800 m, sur les hauteurs du Kesrouan.

Le basketball

Le basketball est le sport le plus populaire au Liban, plus que le football !

Il se pratique facilement, et dans la rue. Les Libanais pratiquent beaucoup les sports de ballon, car le volley est aussi répandu dans les villages.

Mais le basket est roi : il est en plus le mieux sponsorisé, et très bien médiatisé au Liban.

Il y a une équipe nationale masculine « les rouges » (aux couleurs du drapeau) et une nationale féminine.

Cependant là aussi, comme l'école, il est marqueur de différences sociales : il est essentiellement accessible (clubs, matchs...) aux personnes les plus favorisées. Il est également le reflet des tensions communautaires et confessionnelles.

La cuisine libanaise

Si le houmous et les falafels sont mondialement connus, la Liban regorge d'autres mets délicieux. La gastronomie libanaise repose sur la variété de ses produits, riches en légumes, légumineuses et produits frais. Les épices très présentes parfument de façon exquise les plats, comme le za'atar un mélange composé de sumac, thym sauvage et graines de sésame.



© Natasha Breen

Les mezzés libanais ressemblent aux tapas espagnols : pouvant aller de six (petit mezze) à cent plats (mezze de mariage), on se sert sans couverts, à l'aide de pains libanais.

Ces mezzés reflètent la diversité alimentaire que l'on trouve au Liban :

- le taboulé : salade de persil, blé dur concassé, tomates, oignons et menthe
- le fattouche : salade de pourpier, laitue, radis, tomates, concombres, persil et menthe
- le batenjan (ou baba ghanouj ou metabal) : purée d'aubergines aux grains de grenades
- le houmous : purée de pois chiches à l'huile de sésame
- le kebbé : viande fraîche de mouton ou de veau battue avec du blé concassé et assaisonnée
- le labné : fromage crémeux (s'apparentant à du yaourt)
- les rkakates : chaussons de pâte feuilletée au fromage de chèvre ou au crabe ou à la viande
- les fatayers ou sambousecks : chaussons de pâte feuilletée fourrés aux blettes ou au yaourt (fermenté, séché puis transformé en poudre)
- les warak enab : feuilles de vigne farcies
- le foul médammas : fèves à l'huile

Sur la table, ces mezzés sont généralement accompagnés de légumes frais à croquer tels que des carottes, de la salade, du chou, des navets, etc. Cette grande variété de légumes n'empêche pas pour autant les Libanais d'être de grands amateurs de viande, en particulier de l'agneau qui se cuisine de diverses façons :

- le kefta : viande hachée aux herbes et aux épices
- le kebbé : mélange de viandes (bœuf, agneau ou mouton), de boulghour et d'oignons
- le moghrabieh : ragoût de poulet et d'agneau accompagné de semoule, de fèves et d'épices



© Osama Mady

Le poisson n'est pas non plus délaissé :

- la siyadiyé : poisson, oignons, amandes, pignons et épices
- le tajine samak bi tahiné : poisson cuit au four avec de l'huile de sésame
- la samké harra : poisson blanc très épicé

Les Libanais terminent généralement leur repas par des fruits mais il leur arrive de déguster leurs délicieuses spécialités sucrées telles que la mouhalabiyé, les baklavas ou encore les maamouls.

En boisson, ce sont surtout l'arak (sorte de pastis obtenu par distillation de jus de raisins fermenté avec des graines d'anis de Damas), le jellab (à base de raisins), l'ayran (boisson au yaourt) et le sirop de rose qui dominent. Le café, lui, est fort et épais, similaire au café turc.

Au Liban on mange trois fois par jour. Le petit-déjeuner traditionnel est composé d'une man'ouché de thym qui est une sorte de galette à l'huile végétale cuite au four, ou de pain libanais, de labné (fromage frais à base de yaourt), de crudités, d'olives, d'houlmous ou de foul médammes (recette ci-après). Ensuite, entre 13 et 15h, les Libanais prennent généralement un repas copieux (ragoût, riz aux lentilles, viandes, soupes, etc.). Le soir le dîner se veut léger et se compose surtout de pain et de fromage libanais.



© Engin Akyurt

En savoir plus

Les Clefs du Moyen-Orient : Les clés du Moyen-Orient est un site d'information sur l'histoire et l'actualité du Moyen-Orient. Selon la ligne éditoriale du site : « Comment l'histoire explique l'actualité », les événements actuels du Moyen-Orient sont ainsi replacés et analysés dans leur contexte historique.

ONORIENT : média indépendant et agence culturelle qui détecte, diffuse et transporte l'élan créatif du Maghreb et du Moyen-Orient et des diasporas. Avec des contenus inédits inspirés des dynamiques culturelles émergentes, ONORIENT crée un dialogue entre les cultures d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient et la Francophonie en valorisant les expressions culturelles multiples et leurs entrelacements, accélérés par le numérique et la mondialisation.

DARAJ : media numérique indépendant créé par des journalistes expérimentés. L'objectif est d'offrir aux personnes arabophones ou non (version du site en anglais existante) une alternative journalistique différentes des médias arabes traditionnels. Daraj couvre toutes sortes de sujets avec un focus sur les questions mises de côté sur la scène médiatique des médias arabes : les droits des femmes et des minorités, le changement climatique, la liberté de pensée, d'expression de croire ou de ne pas croire, les identités de genre, etc..



Page 6

- Musulman orthodoxe fidèle aux préceptes du Sunna (recueil des actes de Mahomet qui complète le Coran). En opposition à la doctrine chiite.
- Relatif à la secte des partisans d'Ali, gendre du prophète Mahommed (Mahomet), qui soutiennent que ses descendants doivent conserver le pouvoir religieux (être imam ou calife), s'oppose à la doctrine sunnite.

Page 7

- Cavalier d'une milice turco-égyptien, créée vers 1230 pour servir de garde au sultan, qui devint maîtresse de l'Égypte et dont sont issus plusieurs sultans.

Page 19

- Transparency International. Rapport « Indice de Perception de la Corruption » (2020)
- FMI

Page 20

- Mesure de l'inflation permettant d'estimer entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages
- <https://carnegie-mec.org/2020/11/13/lebanon-s-food-insecurity-and-path-toward-agricultural-reform-pub-83224>
- [Une personne vit en dessous du seuil de pauvreté lorsqu'elle vit avec moins de 1,90 \$ par jour.

Page 21

- Banque Mondiale et le Programme Alimentaire Mondial. Vulnerability and Food Security Assessment. 2020. [En ligne]. Consulté sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000121982/download/?ga=2.49884709.2087956857.1623171852-1314251064.1623171852>
- Une personne vit en dessous du seuil de l'extrême pauvreté vit avec moins de 1 \$ par jour.

Sources

- Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Présentation du Liban. Disponible sur : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/liban/presentation-du-liban/>
- Les clés du Moyen-Orient. Disponible sur : <https://www.lesclesdumoyenorient.com/liban.html>
- FMI
- Banque Mondiale
- Carnegie Middle East Center
- Transparency International
- Elizabeth Picard. La guerre civile au Liban. Online Encyclopedia of Mass Violence, juillet 2012. Disponible sur : https://histoire.ac-versailles.fr/IMG/pdf/dafpa_e_picard_texte.pdf
- Corm, Georges. « La situation économique du Liban et ses perspectives de développement dans la région », Confluences Méditerranée, vol. 49, no. 2, 2004, pp. 149-159.
- MAALOUF Amine. Les Croisades vues par les Arabes, 1983
- CORM Georges. Histoire du Moyen-Orient De l'Antiquité à nos jours. La Découverte, 2007



Crédits photo : Solidarité Laïque - TWT - iStock - Jardins de la Paix

Conception éditoriale et texte : Camille Joseph, Carole Coupez, Jérémie Morfoisse

Design graphique : AdVitam, Sixtine Pillière



La Rentrée Solidaire : partagez vos initiatives



@solidaritelaique



@solidlaïque



www.rentreesolidaire.org



**Solidarité
Laïque**

Organisée avec :



Avec le soutien de :

